Stéphane Fratacci, l'inamovible monsieur immigration

20/12/2017 à 19h30

Dans le bras de fer gouvernemental qui s'engage autour de la future loi, le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb – sur une ligne de fermeté –, dispose d'un atout maître, son directeur de cabinet. Stéphane Fratacci, préfet issu du Conseil d'État, est l'un des plus fins connaisseurs de ces dossiers. Depuis 2001, il a en effet participé à l'élaboration de 90 % des textes de loi sur le sujet.

C'est un socialiste, Daniel Vaillant, successeur de Jean-Pierre Chevènement Place Beauvau, dernier ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin, qui le nomme directeur des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ). Il remplace Jean-Marie Delarue. Ce sont ses services qui supervisent alors tous les textes de loi et les décrets produits par le ministère. Fratacci résiste à l'alternance de 2002 et conserve son poste après l'élection de Jacques Chirac à l'Élysée. De 2001 à 2007, c'est lui qui met en musique tous les textes concernant l'asile et l'immigration, dont les quatre lois orchestrées au ministère de l'Intérieur sous le règne de Nicolas Sarkozy.

Nommé sous Hollande, malgré Leonarda

Après un passage par la préfecture de l'Aisne en 2007, il est rappelé à Paris en juin 2009 pour devenir le secrétaire général du controversé ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement

solidaire. C’est son prédécesseur à ce poste, Patrick Stefanini (le directeur de campagne de François Fillon), qui aurait glissé son nom au ministre, Éric Besson, pour le remplacer. Après le départ de ce dernier, il a conservé son poste et a été directement rattaché au ministre de l’Intérieur de l’époque, Brice Hortefeux. Réputé proche de Guillaume Larrivé, député LR, son collègue au Conseil d’État pressenti pour s’occuper du pôle régalien de Laurent Wauquiez, Stéphane Fratacci entretient de solides relations chez les sarkozystes historiques. Curieusement, il n’est pourtant pas considéré comme un préfet marqué politiquement.

Homme cultivé, russophone, aussi discret que fin politique, il n’a pas été ostracisé par la gauche. En 2016, il devient préfet de la grande région Alsace. Un poste prestigieux qu’il décroche à 53 ans. Une performance pour un conseiller d’État, diplômé de HEC. La preuve que François Hollande ne lui a pas tenu rigueur de l’affaire Leonarda en 2013. Alors préfet du Doubs, il avait validé l’expulsion de la jeune fille vers le Kosovo. L’enquête de l’Inspection générale de l’administration lui a finalement donné raison. Plusieurs de ses collègues préfets affirment que, fidèle à ses origines corses, il n’oublie jamais rien et a conservé précieusement la liste de ceux qui avaient alors annoncé sa chute et s’en étaient réjouis.

www.lejdd.fr